

Charleville-Mézières, le 1^{er} août 2022

Noël BOURGEOIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Monsieur François SAUVADET
Ancien Ministre
Président de Départements de France
6 rue Duguay-Trouin
75006 PARIS

Monsieur le Président,

Après la succession des mesures et annonces gouvernementales de revalorisation de nombreux dispositifs sociaux je souhaite vous alerter tout particulièrement sur le risque budgétaire très grave auquel les Départements déjà en difficulté, comme le mien, se trouvent aujourd'hui exposés.

Alors que l'évolution générale des prix de l'énergie et des matières premières nous a déjà contraints cette année de procéder à des abondements de crédits (+1,9M€) ou à réduire d'un tiers certaines opérations routières, l'impact considérable des mesures annoncées ainsi que l'absence prévisible de compensation financière suffisante par l'Etat rendra l'équilibre des budgets de l'exercice 2023 clairement impossible à atteindre, sauf à renoncer à l'essentiel des politiques d'initiative purement locale.

Face à cette situation pourtant prévisible et alarmante pour un certain nombre d'entre nous, surtout pour ceux qui n'ont réussi à garder jusqu'à présent la tête hors de l'eau qu'au prix de la plus grande rigueur budgétaire, je souhaite que vous ayez une position très ferme vis-à-vis du Gouvernement pour défendre nos intérêts sans quoi nous risquons fort de ne plus exister demain.

A titre d'information, l'incidence en année pleine en 2023 des mesures prises et annoncées à ce jour représentent pour notre département près de 14 M€.

Mesures	Impact 2022	Impact 2023 (année pleine)
SAAD – Avenant 44	415 000 €	415 000 €
SAAD - Avenant 43	1 750 000 €	1 800 000 €
PCH parentalité	194 000 €	194 000 €
SEGUR Médico-social	545 000 €	1 700 000 €
SEGUR Personnels CD FPT/FPH	1 763 000 €	2 426 000 €
SMIC – salaires assistants familiaux	360 000 €	576 000 €
Loi TAQUET / Assistants familiaux	1 312 000 €	2 000 000 €
Revalorisation des catégories C	438 000 €	489 000 €
Hausse du point d'indice +3,5%	962 000 €	1 924 000 €
Hausse du RSA + 4%	1 200 000 €	2 400 000 €
TOTAL	8 939 000 €	13 924 000 €

Nos départements « modestes », privés de fiscalité, tributaires des dotations de l'Etat, inégalement bénéficiaires du produit des DMT0, voient à nouveau poindre la perspective de l'asphyxie budgétaire et la menace d'une tutelle, dont nos territoires et leurs habitants seront les premières victimes, puisque les dépenses d'investissement sur les équipements d'avenir seraient inévitablement sacrifiées.

Dans ce contexte, seule une solidarité nationale effective et une péréquation horizontale imposée doivent être les principaux combats de Départements de France pour permettre de maintenir des investissements locaux suffisants, à la hauteur des besoins de nos territoires.

Monsieur le Président, dans le dialogue et la confiance que vous entendez instaurer et entretenir avec le nouveau Gouvernement, je souhaite vivement que vous combattiez avec force cette faillite budgétaire programmée des Départements les plus en difficulté.

Aujourd'hui nous n'en pouvons plus. C'est tout simplement notre survie qui est en jeu.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma haute et respectueuse considération.

Noël BOURGEOIS

